

LES POLITIQUES SOCIO-FISCALES EN FAVEUR DES SERVICES À LA PERSONNE

Parmi les dépenses fiscales et sociales, celles pour l'emploi d'un salarié à domicile sont parmi les plus connues et les plus discutées, notamment en ce qui concerne leur impact réel en termes de création d'emplois. Pour autant, l'analyse des dispositifs socio-fiscaux de soutien aux services à la personne ne peut se borner à mesurer cet impact, les objectifs qui leur sont assignés allant bien au-delà de la simple création d'emplois. En effet il s'agit notamment, par le biais de ces services, de répondre à des besoins sociaux. L'objectif de ce projet, au sein de l'axe « Evaluer les dépenses fiscales et les politiques d'exonérations fiscales et sociales en matière d'emploi et de protection sociale », vise ainsi à éclairer les enjeux sociaux, politiques et économiques de ces mesures et à en analyser les impacts.

Axe Politiques socio-fiscales

Co-animateurs:

- Clément Carbonnier
- Nathalie Morel
- Bruno Palier

Membres associés :

- Daniel Benamouzig
- Nicolas Duvoux
- Claire Marbot
- Hélène Périvier
- Etienne Wasmer
- Michael Zemmour

Contexte de référence :

Les travaux de l'axe « Politiques socio-fiscales » ont pour objectif d'évaluer les dépenses socio-fiscales sur les différents secteurs des politiques d'emploi et de la protection sociale. L'axe s'intéresse ainsi aux secteurs particuliers de politiques concernées par les dépenses socio-fiscales. Il s'agit ici d'évaluer effectivement la prédominance des différents effets potentiels et de comparer les impacts effectifs des dispositifs à leurs objectifs assignés. Dans le cadre de ce projet il s'agit d'évaluer les politiques socio-fiscales en faveur des services à la personne.

Clément Carbonnier



Maître de conférences en économie à l'université de Cergy-Pontoise, chercheur au THEMA, conseiller scientifique au CAE.

Il est co-directeur de l'axe « Évaluation des politiques fiscales et sociales en matière d'emploi et de protection sociale » du LIEPP. Il travaille sur l'impact de la fiscalité sur les comportements des agents économiques.

Nathalie Morel



Sociologue, spécialiste des politiques sociales en Europe, ses travaux portent notamment sur les politiques de prise

en charge des jeunes enfants et des personnes dépendantes, sur les politiques d'investissement social, et sur les politiques de soutien aux emplois domestiques. Elle est co-animateur de l'axe « Évaluation des politiques fiscales et sociales en matière d'emploi et de protection sociale » du LIEPP, Sciences Po

Une orientation européenne

Si la France fait figure de précurseur en matière de soutien aux services à la personne, il convient également d'analyser les orientations européennes dans ce domaine, la réduction du coût de la main d'œuvre peu qualifiée par le biais d'exonérations socio-fiscales ainsi que le développement des services à la personne étant promu au niveau européen depuis le début des années 1990 (Morel, 2012), et de nombreux pays ayant depuis introduit de tels dispositifs.

Il s'agit ainsi de s'intéresser à l'émergence et à la diffusion des idées, arguments et discours en faveur du développement des services à la personne au niveau européen ainsi que dans différents Etats membres de façon à **mettre en lumière les logiques et orientations économiques que le développement de ces dispositifs traduit.**

Evaluer l'impact en termes d'emploi

Si différents travaux permettent d'entrevoir l'effet de ces mesures sur la quantité d'emplois créés ou plutôt sur l'emploi déclaré (Flipo et al. 2007, Carbonnier 2009, Marbot 2011, Marbot & Roy 2011), Il s'agit également de s'interroger sur la qualité de ces emplois.

Par le biais de ces dispositifs, l'Etat tente de diriger les préférences des ménages vers une externalisation de services jusqu'alors internalisés, en particulier dans le domaine de l'aide et du soin, mais aussi en ce qui concerne d'autres activités domestiques comme le nettoyage, le repassage, etc. De fait, un des aspects les plus prégnants de ces politiques est le fait que les dispositifs mis en œuvre visent à créer de l'emploi en transformant un grand nombre de particuliers en employeurs. Ces dispositifs promeuvent ainsi des formes et des relations d'emploi nouvelles, et qui plus est des emplois qui ont comme spécificité le fait de s'effectuer sur un lieu de travail spécifique qui est le domicile de particuliers, dans lequel l'Inspection du Travail ne peut pénétrer.

Quelles sont les implications de ces nouvelles relations d'emploi et de ce lieu de travail spécifique ? Quelles sont les conditions de travail dans ce secteur? Quel est le niveau de qualification de ces emplois? Qui occupe ces emplois?



Evaluer l'impact en termes de protection sociale

Dans quelles mesures ces dispositifs induisent-ils une transformation du profil redistributif des systèmes de protection sociale ainsi qu'une transformation du mode de gouvernance de la protection sociale?

La question de l'impact redistributif de ces dispositifs est cruciale lorsque l'on considère les objectifs en terme de protection sociale associés à ces dispositifs. En effet, nombre de services ainsi subventionnés ont pour mission de répondre à des besoins sociaux spécifiques (garde d'enfants, aide et soins aux personnes dépendantes). Ces dispositifs représentent ainsi une approche spécifique de l'action sociale, reflétant le développement du 'fiscal welfare'. S'interroger sur l'impact redistributif de ces dispositifs amène à s'interroger également sur les conséquences en termes d'inégalité d'accès aux services d'aide et de soins et sur la transformation de la gouvernance du social.

Il s'agit également de s'interroger sur la qualité des services offerts, sachant que l'essentiel des services rendus concernent des publics vulnérables mais qu'il s'agit, du point de vue des autorités publiques, par le biais de ces dispositifs, de créer de l'emploi pour les non-qualifiés.

Séminaire et publications

Organisation d'un séminaire international à l'automne 2013 sur l'impact des dispositifs socio-fiscaux de soutien aux services à la personne en Europe, qui débouchera sur la publication d'un ouvrage collectif en anglais (sous la direction de C. Carbonnier et N. Morel).

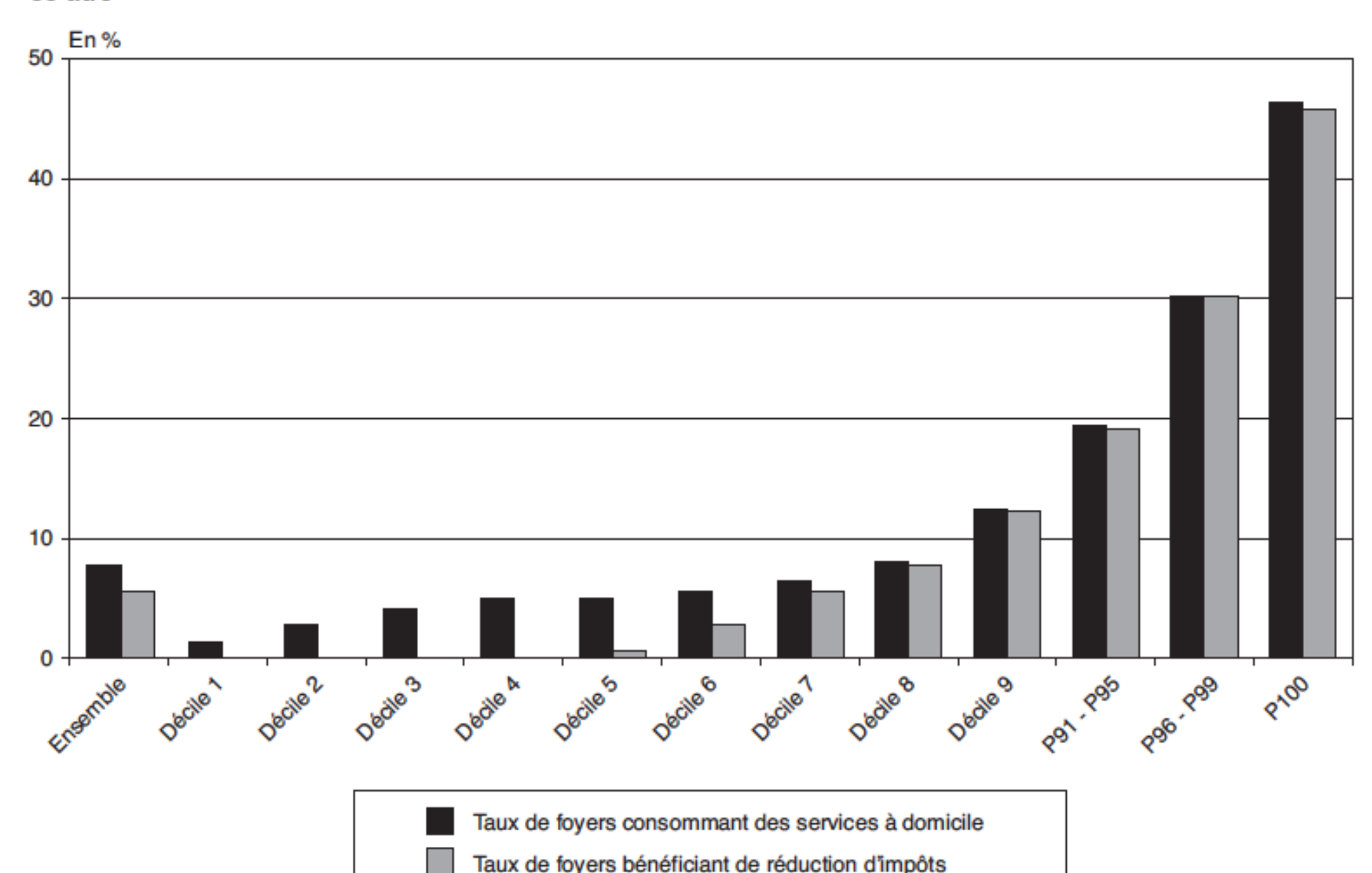
Publications de l'équipe

Carbonnier, C. (2009), « Réduction et crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile, conséquences incitatives et redistributives », *Economie et statistique*, n°427-428 : 67-100.

Marbot, C. (2011), "Une évaluation de la réduction d'impôt pour l'emploi de salariés à domicile", INSEE Série des documents de travail de la Direction des Études et Synthèses Économiques.

Morel, N. (2012) « The political economy of domestic work in France and Sweden in a European perspective », *LIEPP Working paper*, n°2, octobre.

B - Proportion de foyers fiscaux consommant des services à domicile et bénéficiant de réductions d'impôts à ce titre



In Carbonnier, 2009, p.73 (données pour la France)